

Le PCF d'Auch communique sur la fermeture de la polyclinique de Gascogne



Le PCF d'Auch communique sur la fermeture de la polyclinique de Gascogne

" Clinique de Gascogne, assez de tergiversations, l'Etat doit prendre ses responsabilités

Lors de leur congrès de ce week end, les communistes d'Auch ont appris par voie de presse

- l'échec du protocole d'accord qui avait été signé entre l'ARS, l'Hôpital d'Auch, et le centre de la Reviscolada. Les médecins libéraux, chirurgiens n'ayant pas donné leur accord aux différentes solutions proposées.

- La fermeture de la clinique au 16 mars sans qu'aucune solution satisfaisante ne soit donnée aux patients en attente de soins ou d'opération, sans qu'aucune solution ne soit proposée aux personnels de la clinique.

C'est inacceptable, dans quel Pays vivons-nous ?

Il semble que des réunions au sein du CTS, conseil territorial de santé, théoriquement le lieu de la démocratie sanitaire et de la concertation, n'aient pas permis de débloquer la situation, notre conseiller régional communiste, Eric Cadore, secrétaire départemental du PCF 32 n'a pas été associé aux discussions et nous tenons à affirmer les arguments suivants :

Après avoir laissé planer des espoirs de solutions temporaires le temps que des projets plus définitifs voient le jour, agrandissement de la capacité opératoire de la Reviscolada, accueil de chirurgiens libéraux sur le site de l'Hôpital d'Auch, et à plus long terme projet de construction du futur Hôpital, pour lequel la Région et l'Etat se sont engagés financièrement, l'Etat doit reprendre la main sur ce dossier ultraprioritaire de santé publique, d'une importance cruciale pour notre territoire et ses habitants. Face à la gravité de la situation posée aux personnels et aux patients, l'ARS doit se ressaisir et organiser fermement le tour de table avec des solutions de court terme acceptables. Le seul pouvoir des libéraux a non seulement démontré son incapacité à gérer la clinique mais démontre aujourd'hui son incapacité à répondre aux besoins de soins. C'est pourquoi nous affirmons avec les organisations syndicales que la solution du public privé, si elle permet d'assurer des dividendes aux grands groupes, ne permet pas de bien gérer le service public de santé, ne permet pas de lutter efficacement contre les déserts médicaux en train de se constituer.

Nous réaffirmons avec Fabien Roussel que des jours heureux de la santé dans le Gers passent désormais par une action résolue de l'Etat, avec les moyens financiers et humains adéquats pour un grand service public de la santé dans le Gers avec une organisation des structures et des soins adaptée aux besoins nouveaux d'une population vieillissante et s'appuyant sur un grand hôpital d'Auch et tous les hôpitaux locaux à l'échelle de tout le territoire.

Le PCF propose un moratoire à la fermeture, un soutien de l'Etat permettant le maintien du plus possible des activités de soins à court terme, il doit en créer les conditions avec tous les acteurs impliqués et en responsabilités de la situation, et à long terme, dans une véritable démocratie sanitaire re-construire le service public de santé de notre temps et que des décennies de libéralisme et de pénurie ont mis à mal ".